

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 7 janvier 2026

Vous avez de quoi lire dans tout ce que j'ai publié et dans la causerie qui suit, je ne vais pas en rajouter, je suis malade. J'ai commenté certains passages.

Il ne vous aura pas échappé suite à l'agression américaine du Venezuela, que ceux qui ont dénoncé une atteinte « *intolérable* » au « *droit international* » aucun n'a appelé à rompre les relations avec les Etats-Unis, aucun n'a envisagé de secourir le Venezuela, aucune de ces bonnes conscience n'a exigé l'exclusion des Etats-Unis de l'ONU à laquelle ils tiennent tant.

Tous ont fait acte de soumission face à l'impérialisme américain ou l'économie capitaliste la plus développée, parce qu'ils y sont tous subordonnés, car ils sont tous antisocialistes, antisociaux, anti-ouvriers, aucun ne défend réellement les intérêts de leur peuple.

On est à nouveau en présence d'une mystification. Pourquoi est-il important de le relever ? Je vous l'explique.

Lors de la mystification climatique on a tout entendu et son contraire. Ceux qui la défendaient hystériquement débordèrent d'imagination. Ils inventèrent un tas d'arguments pseudo-scientifiques ou complètement farfelus qui ne reposaient sur rien, peu importe car l'essentiel était ailleurs, car ils présentaient l'avantage de forcer ses opposants à y répondre en se perdant dans des démonstrations n'en plus finir, parfois se contredisant les uns les autres, de sorte qu'à l'arrivée la confusion la plus totale régnait. Plus personne n'était en mesure d'estimer quelle théorie semblait valable, ce qui devait profiter à la théorie officielle frauduleuse, parce qu'elle donnait l'impression d'avoir passé cette épreuve avec succès ou tout du moins elle n'avait pas été formellement invalidée par un auditoire n'ayant pas vraiment un esprit scientifique, bref, le doute devait bénéficier au récit des autorités.

Or, il aurait suffi de sortir 1 ou 2 données capitales pour balayer cette supercherie du réchauffement climatique de nature anthropique, à savoir qu'à partir de relevés il a été prouvé qu'il n'y avait pas de corrélation entre la hausse de la température et du CO2, mieux, la température augmente avant le taux de CO2, fermez le ban, la discussion est terminée, la mystification est dévoilée.

On pourrait faire la même démonstration avec le coup d'Etat au Sars-Cov-2 ou Covid-19, à propos du test PCR, du masque, du confinement, de l'absence de traitement, de l'injection génique, je vous renvoie aux causeries de l'époque. Je ne vais donner qu'un seul exemple, les autres sont du même niveau, accablant. Sur les emballages des masques destinés à la population il était stipulé qu'ils n'avaient pas été conçus pour retenir les virus, et pour cause, les mailles des masques sont trois fois plus grosses que le virus, c'est une passoire ! Dès lors tout était dit, les autorités mentaient délibérément à la population. Or les trois quart des gens continuèrent de les écouter comme si de

rien n'était, tandis que la discussion sur l'utilité ou non du masque ne s'arrêta jamais, c'est cela le plus incroyable ou stupéfiant, complètement ridicule en fait.

Et bien à propos de l'accusation de narcotrafiquant portée par Trump contre Maduro, du ridicule on est passé à l'échelon supérieur, au grotesque, car le Venezuela ne produit pas de cocaïne, et son exportation vers les Etats-Unis emprunte la voie de la Colombie et de l'Equateur, seul environ 10% passerait par le Venezuela, et quant au Fentanyl, il n'est pas produit au Venezuela mais au Mexique qui a une frontière commune avec les Etats-Unis, sinon, c'est l'Inde son principal producteur, avec peut-être la Chine, je n'ai pas vérifié.

Mieux, tout le monde sait au moins depuis la guerre en Afghanistan que c'est la CIA qui contrôle ou supervise le trafic de drogue international, c'est parfaitement documenté, ce qui signifie que ce sont les Etats-Unis les parrains de la drogue et des narcotrafiquants.

Avez-vous entendu un chef d'Etat, un ministre, un élu, un dirigeant d'un parti le clamer ? On en est donc en présence d'une inversion accusatoire, c'est Trump et Rubio qui devraient être derrière les barreaux et non Maduro.

Je vous laisse penser ce que vous voulez des acteurs politiques qui refusent de s'attaquer à ces mystifications, qui servent les intérêts de nos ennemis. En ce qui me concerne, les amis de mes ennemis sont également mes ennemis.

Cela fait beaucoup de monde, dites donc. J'espère que ce n'est pas un reproche, car le plus troublant encore, c'est l'absence de maturité de la population, y compris chez ceux qui donnent des leçons aux autres ou qui croient avoir un niveau de conscience supérieur aux masses, et qui se font berner à la première escroquerie politique qui se présente.

Comme je l'ai lu ici ou là, chacun a le droit de penser ce qu'il veut de Maduro, à l'entendre il s'en est remis à Dieu, moi en personne, en revanche, on ne se fout pas du procédé qui a été employé pour justifier le coup d'Etat réalisé au Venezuela par l'impérialisme américain, j'en ai évoqué l'origine dans le paragraphe précédent. Je ne forcerai personne à le prendre en compte, après tout, je crois que la majorité se trouve bien comme elle ou n'entend rien changer, inutile d'insister et de se rendre malade, je le suis déjà suffisamment.

Totalitarisme. France Info ou la voix de son maître.

Il m'arrive pour me détendre de poster quelques commentaires accompagnés de l'adresse du site pour le faire connaître, mais parfois je l'omets pour tromper la censure, en vain.

Toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire sous une dictature, la preuve.

04/01/2026

Supprimé : Insulte

Si les fascistes Trump, Nétanyahou, Milei, Macron traitent Maduro de dictateur, c'est qu'il ne l'est pas tout simplement.

(Ils ont le droit de traiter Maduro de dictateur, ils ont tous les droits, mais ils ne supportent pas qu'on caractérise politiquement leur conception du pouvoir.)

04/01/2026 à 14:05

Supprimé : Diffamatoire

- Inversion accusatoire.

Maria Corina Machado et Edmundo Gonzalez Urrutia sont des fascistes notoires, sauf pour les occidentaux qui les considèrent comme des démocrates, comme les nazis Zelenski et Netanyahu.

(Inutile de commenter.)

27/12/2025

Supprimé

Cela pue l'extrême centre, vous confondez. Au-delà, cela revient au même puisque la gauche est aussi pourrie.

(Ils prennent la défense de leur allié ou de la gauche oligarchique, normal.)

13/12/2025

Supprimé

A lire : Le point sur la dermatose nodulaire des vaches en France en 2025 : la maladie, l'abattage, la vaccination

<https://www.aimsib.org/2025/08/24/le-point-sur-la-dermatose-nodulaire-des-vaches-en-france-en-2025-la-maladie-labattage-la-vaccination/>

(La dermatose nodulaire est encore plus bénigne que la grippe chez les hommes ou le Sars-Cov-2 ou Covid 19, il ne faut pas que cela se sache.)

Quelques mots clés pour cerner le régime impérial dominant ou le monde dans lequel nous vivons.

- Impérialiste, Oligarchique, ploutocratique, technocratique, totalitaire, fasciste, nazi quand il associe le racisme...

- Barbare, cruel, kidnappeur, tortionnaire, assassin, tyran, mafieux, gangster, voyou...
- Mensonge, inversion accusatoire mythomanie, mégalomanie, cynisme...
- Pillage, brigandage, rançonnage...
- Psychopathe, fanatique, dégénéré, proxénète, prostitué, pédocriminel,...
- Contrôle, surveillance, censure, militarisation...

Pour réfléchir. Quelques points de repères ou expressions relevées en rapport avec les derniers développements de la situation mondiale.

- Washington applique une stratégie néocoloniale assumée...
- Cela signifie désormais qu'aucun dirigeant au monde n'est en sécurité s'il ne suit pas les ordres de Washington. Bienvenue dans une ère d'impérialisme brutal.
- Trump instaure la loi de la jungle...
- C'est la loi du plus fort qui prévaut...
- Abus de pouvoir caractérisé...
- Donald Trump revendique le droit de renverser des gouvernements et de contrôler leurs secteurs stratégiques.
- Une logique de domination globale...
- Une intervention militaire lointaine visant explicitement un changement de régime à des fins de contrôle économique...
- Un projet de spoliation économique sous couvert d'aide à la population et de lutte contre le trafic de drogue...
- Une opération « *où la lutte antidrogue n'est qu'un prétexte* », estimant que « *l'objectif réel est le contrôle du pétrole vénézuélien* »...
- Il s'agit de pétrole et de changement de régime, pas de drogue...

Lu.

L'intelligence artificielle comme arme de domination cognitive : rupture avec le discours techno-optimiste par Dr. Eloi Keita

Introduction – le mensonge central de notre époque

L'une des plus grandes impostures intellectuelles contemporaines consiste à présenter l'intelligence artificielle comme un progrès neutre, inévitable et bénéfique par nature.

Cette fable est répétée avec une telle constance qu'elle a fini par devenir un dogme.

Or, aucune technologie n'est neutre lorsqu'elle est conçue, financée, déployée et contrôlée par des structures de pouvoir.

Et l'IA actuelle n'est pas une invention abstraite : elle est le produit direct d'un ordre économique, politique et civilisationnel précis.

Cet ordre a un nom : le techno-féodalisme impérial.

I – L'IA n'est pas un outil : c'est un rapport de domination

L'IA contemporaine ne vise pas à élever l'humanité.

Elle vise à remplacer la pensée autonome par des simulacres calculés, à désarticuler le jugement critique, à court-circuiter la mémoire historique.

Elle ne cherche pas à informer, mais à occuper l'espace mental.

Dans ce système :

La vérité devient statistique,

Le savoir devient probabilité,

La pensée devient prédiction,

L'humain devient variable.

L'IA n'est pas l'intelligence amplifiée.

Elle est l'intelligence disciplinée.

II – De la propagande à la substitution du réel

Les régimes impériaux n'ont plus besoin de censurer frontalement.

Ils ont trouvé plus efficace : inonder l'espace public de faux plausibles, jusqu'à rendre le vrai indiscernable.

Cloner des voix.

Imiter des styles.

Produire des discours artificiels «*crédibles*».

Ce n'est plus de la désinformation.

C'est une guerre de substitution cognitive.

L'objectif n'est pas que le public croie au mensonge.

L'objectif est qu'il ne sache plus à quoi croire.

III – Le mythe de l'IA «*démocratisante*»

On prétend que l'IA démocratise l'accès au savoir.

En réalité, elle confisque la capacité de produire du sens.

Quelques plateformes :

Possèdent les données,

Contrôlent les algorithmes,

Fixent la visibilité,

Déterminent la crédibilité.

Jamais dans l'histoire autant de pouvoir cognitif n'a été concentré entre si peu de mains privées.

C'est la fin de la civitas.

Le citoyen devient consommateur de récits générés ailleurs.

IV – Pourquoi le Sud global est la cible finale

L'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie du Sud ne sont pas en retard.

Elles sont le champ d'expérimentation final.

Pourquoi ?

Dépendance technologique,

Faibles défenses cognitives,

Exposition massive sans protection,

Mémoire coloniale déjà fragilisée.

L'IA impériale est une recolonisation sans soldats.

Conclusion – refuser l'innocence technologique

Il est temps de rompre avec la naïveté.

L'IA, telle qu'elle existe aujourd'hui, n'est pas un progrès universel.

C'est une arme stratégique de domination mentale.

Un peuple qui abdique sa souveraineté cognitive abdique tout le reste.

Le Sud global n'a pas besoin de plus d'IA.

Il a besoin de plus de pensée, plus de mémoire, plus de souveraineté.

J-C - "*Il est temps de rompre avec la naïveté*", ce ne serait pas plutôt avec l'hypocrisie ?

Lu.

Après la période de la Guerre froide, le système mondial s'est largement construit autour d'une architecture de puissance centrée sur les États-Unis. Cette architecture ne reposait pas seulement sur la supériorité militaire ; elle dépendait également de la production de consentement à travers la justification du droit, du droit international, des finances mondiales, des institutions multilatérales et du discours sur un «*ordre fondé sur des règles*». La puissance hégémonique des États-Unis puisait non seulement dans leur capacité à utiliser la force, mais aussi dans un cadre normatif qui permettait de rendre cette utilisation invisible la plupart du temps et de la légitimer. Cependant, ces dernières années, les pratiques de la politique étrangère américaine montrent que ce cadre s'effrite rapidement et que la puissance entre dans une nouvelle phase.

Aujourd'hui, de nombreuses actions présentées comme des «succès» militaires ou politiques indiquent, lorsqu'on les examine de près, plutôt une légitimité en déclin qu'une expansion de la domination. L'hégémonie est un phénomène qui, dans l'histoire, ne se consolide qu'en gagnant le consentement ; quand elle n'est imposée que par la force, elle n'est pas durable. Si une puissance choisit de suspendre le droit, de désactiver des institutions et de normaliser l'usage brut de la force pour atteindre ses objectifs, cela indique plutôt un état d'usure que le sommet de la puissance. Dans ce contexte, les actions actuelles des États-Unis doivent être comprises comme des manifestations d'une défense de l'hégémonie plutôt que d'une expansion hégémonique.

Militairement, il n'est pas surprenant que les États-Unis puissent obtenir des résultats face à des acteurs non équivalents. Mais lorsque ces résultats militaires sont confondus avec le pouvoir politique, une erreur d'analyse apparaît. Le pouvoir politique ne consiste pas seulement à obtenir des résultats, mais aussi à construire un système qui garantisse la pérennité de ces résultats. Les gains actuels des États-Unis visent davantage à retarder l'effondrement du système existant qu'à établir un nouvel ordre. Par conséquent, le concept de «succès» a changé de contenu : gagner ne signifie plus étendre son influence, mais tenter de compenser la perte d'autorité.

La désaffection croissante du droit international est l'un des signes les plus évidents de ce processus. Bien que le droit ait souvent servi les intérêts des puissants, il est aussi le principal outil permettant à ceux-ci de maintenir leur pouvoir à moindre coût. Dans un environnement où le droit est suspendu et où les règles sont fixées arbitrairement, la puissance doit exercer davantage de coercition. Si cela ouvre parfois des marges de manœuvre à court terme, à long terme, cela engendre un système plus incertain, plus coûteux et plus instable pour tous. Les efforts américains

pour affaiblir le droit ne font pas seulement peser un doute sur les normes mondiales, mais aussi sur leur propre position hégémonique.

Ce tableau implique que la puissance devient plus coûteuse. La caractéristique commune des puissances en déclin est qu'elles doivent dépenser de plus en plus de ressources pour atteindre le même résultat. Plus de personnel militaire, des budgets de sécurité plus importants, une propagande accrue et des mécanismes de contrôle interne renforcés sont les conséquences naturelles de ce processus. Aujourd'hui, les États-Unis donnent l'impression d'un acteur qui doit exercer plus de coercition pour maintenir sa position actuelle, plutôt que d'étendre son pouvoir. Cela montre que l'agression a un caractère plutôt défensif qu'expansif.

La constatation la plus claire à ce sujet est : l'Amérique n'est plus un acteur qui se renforce en gagnant, mais un acteur qui agit comme un vainqueur pour compenser ses pertes. Les actions présentées comme des succès ne reflètent pas une ascension historique, mais plutôt les symptômes d'une désintégration. Quand le pouvoir doit constamment faire ses preuves, il est déjà remis en question. Les pratiques d'aujourd'hui des États-Unis accélèrent la dégradation de l'ancien système plutôt que de construire un nouvel ordre mondial.

La question n'est donc pas de savoir si l'Amérique gagne ou non une action donnée, mais ce que cela signifie d'être obligé de lancer ces actions. La contrainte n'est pas l'expression de la puissance, mais la déclaration de ses limites. Et cette déclaration est aujourd'hui si évidente qu'elle ne peut plus être cachée.

Lu.

En raison d'anciennes croyances de pamphlétisme, nous avons toujours cru que l'ennemi est une personne, qui incarne tous les maux réels ou fictifs; par conséquent, dans notre cerveau, il devient un monstre terrible qui doit être détruit.

Au siècle dernier, nous les appelions Mussolini, Franco, Hitler, Pinochet, Videla, Stroessner, Somoza, Hirohito, et beaucoup d'autres qui servaient d'écrans de fumée pour cacher les véritables transactions commerciales et les crimes des sociétés transnationales. Pendant des siècles, le pouvoir s'est caché derrière le tristement célèbre bouc émissaire, celui qui prend la chute.

Aujourd'hui, nous avons Macron, Merz, Zelensky, Trump et d'autres marionnettes: tout ce que nous pouvons dire à leur sujet est vrai – ce sont des voyous, des criminels – mais ce sont les fils... des sociétés transnationales, leurs tueurs à gages qui leur donnent l'ordre de foutre les choses ici et là, et ils le font. Et c'est ainsi que l'ONU, l'OEA, et c'est ainsi que toute cette décharge d'ordures qu'ils appellent les organisations internationales est: elles leur appartiennent toutes.

Trump est le genre de gars qui négociera avec n'importe qui, à propos de n'importe quoi: si la drogue lui rapporte de l'argent, il investira dans la drogue; si vous trafiquez des enfants, des femmes, des Amérindiens, des Noirs ou n'importe qui d'autre – quoi qu'il apporte d'argent – il investira dans cette entreprise misérable, parce que tout le reste est contrôlé par un grand capital: pétrole, exploitation minière, les principales industries du monde, parce que ce sont les familles, les entreprises établies qui contrôlent tout: ils sont les vrais propriétaires de Trump. Il peut se permettre de mentir tout le temps, sauf aux multinationales.

C'est comme le vieux Biden, Obama, Clinton, Reagan: ce sont des marionnettes de l'empire capitaliste.

Si nous concentrons toute notre propagande contre Trump et oublions que derrière tout cela – ceux qui veulent nous voler – ne sont pas les États-Unis ou les Européens, mais les compagnies pétrolières, les propriétaires des entreprises, alors quand nous attaquons le Trump stoïque comme figure principale, tout le monde se défonce sur le gars aux cheveux orange, le vieux sac à vent, le vieux menteur... Nous devons aller au-delà du récit Trump et regarder qui Halliburton, Chevron, et Ex Nous devons faire une étude sérieuse de l'endroit où ils se trouvent, et nous nous rendrons compte que ces mêmes personnes ont porté Hitler au pouvoir dans les années 1930: ce sont les mêmes entreprises, les mêmes personnes qui soutiennent Trump aujourd'hui.

J-C - On peut dire les choses de cette manière-là. Mais "Au-delà" du capitalisme, il n'y a que le socialisme ! Encore un petit effort pour y arriver...

Spécial Venezuela.

Venezuela. Una multitud grita en la calle: "Maduro aguanta, el pueblo se levanta"

(Venezuela. Dans la rue, une foule crie : « *Maduro, tenez bon, le peuple se soulève !* »)

<https://www.facebook.com/resumenlatinoamericanocontrainformacion/videos/1586399945715518/?mibextid=LoFJqn>

Venezuela : Gare à ces fausses images de joie à Caracas, après la capture de Maduro - 20minutes.fr 5 janvier 2026

Après la capture de Nicolás Maduro, des scènes de liesses se seraient produites dans les rues de Caracas, attestent plusieurs vidéos largement partagées sur les réseaux sociaux.

Par exemple, une grande affiche de Nicolás Maduro, collée à la façade d'un immeuble, aurait été décrochée après sa capture.

En réalité, les images présentées datent de 2024, ou montrent des manifestations de ressortissants vénézuéliens dans un autre pays d'Amérique Latine.

https://www.20minutes.fr/monde/4194395-20260105-venezuela-gare-fausses-images-joies-caracas-apres-capture-maduro?at_medium=RSS%20feed&at_campaign=ynews&utm_source=yahoo&utm_medium=rss&utm_campaign=news_feed&utm_content=related_content_link

Suisse : le Conseil fédéral bloque les avoirs potentiels de Nicolás Maduro – RT 5 janv. 2026

Dans le cadre des sanctions imposées au Venezuela depuis 2018, le Conseil fédéral a décidé, ce 5 janvier, de bloquer, avec effet immédiat, les éventuels avoirs en Suisse de Nicolás Maduro et des personnes qui lui sont liées, afin d'empêcher toute fuite de capitaux. La mesure ne concerne pas les membres du gouvernement vénézuélien en place.

Le président Maduro se déclare « prisonnier de guerre » devant le tribunal de New York - telesurtv.net 6 janvier 2026

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a publié ses premières remarques devant un tribunal de New York à la suite de son enlèvement par des commandos militaires américains spécialisés dans une opération militaire en territoire vénézuélien. Le président s'est déclaré « *prisonnier de guerre* » et a catégoriquement rejeté les accusations portées contre lui, réaffirmant son statut de chef d'État légitime de la République bolivarienne.

« *Je suis le président du Venezuela et je me considère comme un prisonnier de guerre. Ils m'ont capturé chez moi à Caracas* », a déclaré le dirigeant vénézuélien au juge, décrivant les circonstances de sa détention comme une action militaire qui viole son immunité présidentielle et la souveraineté de son pays. La déclaration établit le cadre dans lequel Maduro interprète légalement sa situation: non pas en tant que défendeur criminel, mais en tant que président enlevé au milieu d'un conflit international. telesurtv.net 6 janvier 2026

Procès de Maduro : le président vénézuélien plaide non coupable, se qualifiant d'«homme honnête» - RT 5 janv. 2026

Le procès de Nicolás Maduro, enlevé par les États-Unis le 3 janvier, s'est ouvert devant la cour fédérale de New York. Le dirigeant vénézuélien a été escorté dans la salle d'audience sans menottes. Au début de l'audience, Maduro a pris la parole. S'exprimant par l'intermédiaire d'un interprète, il a affirmé être le président du Venezuela et avoir été capturé chez lui, avant d'être interrompu par le juge, qui a estimé que « *ce n'était pas le moment d'aborder des questions juridiques* ».

Le président vénézuélien a ensuite plaidé non coupable dans l'affaire de « *narcoterrorisme* », se qualifiant lui-même d'« *homme honnête* ». Son épouse, Cilia Flores, également présente à l'audience, a elle aussi déclaré son innocence.

Maduro a pris des notes tout au long de l'audience et a demandé au juge l'autorisation de les conserver. Le juge a déclaré qu'il en avait le droit, tandis que le procureur a confirmé que cela ne posait pas de problème. Le juge a également informé Nicolás Maduro et Cilia Flores de leur droit d'informer le consulat vénézuélien de leur arrestation. Leur demande d'une visite consulaire a été approuvée. En clôture d'audience, le juge a fixé la prochaine comparution au 17 mars.

L'avocat du dirigeant vénézuélien, Barry Pollack, l'avocat du fondateur du site WikiLeaks, Julian Assange, a déclaré qu'il ne demanderait pas la libération sous caution de son client pour l'instant. La défense a toutefois informé le tribunal qu'elle présenterait une telle demande ultérieurement.

Pollack a également indiqué qu'il s'attendait à un litige volumineux et complexe concernant « *l'enlèvement militaire* » de Maduro.

L'avocat de son épouse, Mark Donnelly, a, pour sa part, affirmé que Cilia Flores avait subi des blessures importantes, notamment de graves contusions aux côtes, et a demandé des examens médicaux et des radiographies. RT 5 janv. 2026

Réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU : la Russie appelle les États-Unis à libérer Nicolás Maduro - RT 5 janv. 2026

La réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies a démarré ce 5 janvier à New York pour examiner ce que l'organisation qualifie d'« *extradition* » du président vénézuélien Nicolás Maduro par les États-Unis.

Lors de son intervention, le représentant de la Fédération de Russie à l'ONU, Vassili Nebenzia, a déclaré que les « *murmures indistincts et les tentatives d'échapper à une évaluation sévère de la part de ceux qui, dans d'autres situations, exigeaient avec véhémence que les autres respectent la Charte de l'ONU semblent aujourd'hui particulièrement hypocrites et inappropriés* ». Il a invité à renoncer aux « *doubles standards* » et à ne pas « *justifier un acte d'agression aussi flagrant par peur de fâcher le gendarme du monde américain qui cherche à renaître* ».

Le représentant de la Russie a aussi qualifié les actions américaines visant à capturer Maduro d'« *acte de brigandage contre le dirigeant vénézuélien, qui a fait plusieurs dizaines de morts parmi les citoyens vénézuéliens et cubains* », devenu « *le signe d'un retour à l'ère de l'arbitraire, de la domination américaine par la force, du chaos et du non-droit, dont continuent de souffrir des dizaines d'États dans diverses régions du monde* ». « *Il n'y a aucune justification, et il ne saurait y en avoir, au crime cynique commis par les États-Unis à Caracas* », a-t-il martelé, condamnant fermement ce qu'il a qualifié d'« *acte d'agression armée des États-Unis contre le Venezuela, perpétré en violation de toutes les normes du droit international* ».

Vassily Nebenzia a appelé les autorités américaines à « *libérer immédiatement le président légitimement élu d'un État indépendant ainsi que son épouse* », invitant les Américains à « *consulter leur propre Constitution, dont les premiers mots sont : "Nous, le peuple des États-Unis", et commencer à réellement reconnaître la souveraineté d'autres États, plutôt que de renverser les régimes indésirables* ».

Le représentant de la Chine au Conseil de sécurité, Fu Cong, a fait part de la « *profonde indignation* » de son pays, qui a condamné « *avec la plus grande fermeté les actions unilatérales des États-Unis* ». La Chine a également appelé « *à la cessation immédiate des atteintes à la sécurité des autres États, à l'abandon des tentatives de changement de régime au Venezuela et au retour à une solution politique fondée sur le dialogue et la négociation* », exhortant les États-Unis « *à garantir la sécurité du président Maduro et de son épouse et à procéder sans délai à leur libération* ».

Dans son intervention au Conseil de sécurité de l'ONU, le représentant américain, Michael G. Waltz, a affirmé que son pays avait mené « *avec succès une opération chirurgicale d'application de la loi, facilitée par l'armée américaine, contre deux personnes inculpées qui tentaient d'échapper à la justice américaine : le narcoterroriste Nicolas Maduro et Cilia Flores* ».

«Pour la patrie, je reprendrai les armes», affirme le président colombien face aux menaces de Trump - RT 5 janv. 2026

« *J'avais juré de ne plus toucher à une arme depuis l'accord de paix de 1989, mais pour la patrie je reprendrai les armes.* » Dans un long message posté ce 5 janvier sur X, le président colombien Gustavo Petro, a assuré qu'il répondrait aux menaces portées à son encontre, et à son pays, par son homologue américain Donald Trump.

Ce dernier avait déclaré la veille, à bord d'Air Force One, quelques heures après l'enlèvement du président vénézuélien Nicolás Maduro et de sa femme Cilia Flores, qu'une opération similaire en Colombie lui semblait être « *une bonne idée* ». Accusant Gustavo Petro d'« *homme malade qui aime fabriquer de la cocaïne et la vendre aux États-Unis* », Donald Trump a ajouté qu'il « *ne le ferait plus très longtemps* ».

« *Je ne suis ni illégitime, ni trafiquant de drogue* », a lancé Gustavo Petro — qui, par ailleurs, a précisé qu'il n'a « *pas été soldat* » — avant d'ajouter n'avoir comme « *seul bien ma maison familiale, que je rembourse encore avec mon salaire* ».

Assurant avoir une pleine « *confiance* » dans le peuple et l'histoire de son pays et avoir endigué l'expansion de la culture de coca en Colombie, cet ancien membre du Mouvement du 19 avril (M-19), un mouvement de guérilla, a annoncé que, dès lors, « *chaque soldat* » avait reçu l'ordre que « *tout commandant de la force publique qui préfère le drapeau des États-Unis à celui de Colombie doit immédiatement se retirer* ». RT 5 janv. 2026

Venezuela : les États-Unis, un État voyou qui accélère sa propre chute - RT 5 janv. 2026

En attaquant un État souverain, le Venezuela, et surtout en kidnappant son dirigeant légitime et en exercice, Nicolás Maduro, et son épouse, Trump a franchi un seuil. Il vient de placer définitivement et ouvertement les États-Unis dans la catégorie des États voyous, ceux qu'il faut craindre car ils ne respectent rien, mais surtout, dont il faut se protéger.

Bien sûr, ce n'est pas la première fois que les États-Unis agressent gratuitement un État souverain sans aucun mandat international. Rien que depuis la prise de fonction de Trump le 20 janvier 2025, c'est-à-dire en moins d'un an, le « *président de la paix* » (avec beaucoup de guillemets) en est à son sixième pays agressé : 1er février 2025 en Somalie, 15 mars 2025 au Yémen, 22 juin 2025 en Iran, 19 décembre 2025 en Syrie, 25 décembre 2025 au Nigeria, et pour finir le 3 janvier au Venezuela.

Ce n'est pas non plus la première fois que les États-Unis se débarrassent d'un dirigeant qui leur déplait : on se souvient de Kadhafi ou de Saddam Hussein. Mais ils avaient été, soit lynchés par leur peuple, soit exécutés après une parodie de procès.

Même lors de la précédente tentative de Trump contre Maduro, en 2020, les États-Unis avaient utilisé un écran, via des mercenaires de la société militaire privée Silvercorp et des mercenaires colombiens. Ils devaient infiltrer Caracas avec le soutien d'agents de la CIA et de la cinquième colonne vénézuélienne, kidnapper Maduro et le sortir du pays. L'opération avait coûté 227 millions de dollars, qui devaient être payés après la prise de pouvoir par des fonds vénézuéliens. Ce fut un échec humiliant pour Trump et deux Américains avaient été capturés avec le reste des mercenaires.

Mais ici, l'enlèvement pur et simple, sur son propre sol, d'un dirigeant en exercice, directement par des forces spéciales américaines (Delta Force), en plus de frappes absolument illégales, notamment sur des centres de décision tels que le Parlement vénézuélien, franchit une étape supplémentaire dans le non-droit le plus absolu et place donc ouvertement les États-Unis parmi les voyous.

Car il faut bien entendu rappeler que tous les prétextes mis en avant par les États-Unis sont absolument bidon.

Le narcotrafic ? La drogue arrivant aux États-Unis en provenance directe du Venezuela ne représente qu'entre 5 % et 8 % du total du trafic de cocaïne sud-américain.

Un État terroriste ? Alors pourquoi ne pas organiser immédiatement une campagne de frappes contre Zelensky, lui-même réellement à la tête d'un État terroriste qui n'hésite pas à massacrer des familles innocentes dans la région de Kherson la nuit du Nouvel An et à frapper régulièrement des objectifs purement civils ? Pourquoi la CIA continue-t-elle alors de lui fournir l'aide pour organiser ces frappes ou les attaques de piraterie en mer contre la prétendue flotte fantôme russe ?

La vérité, c'est que Trump est vendu aux magnats du pétrole américains, avec des dons de la part de dirigeants ou d'entreprises du secteur pétrolier à sa campagne de 2024 estimés à au moins 75 millions de dollars, minimum. Et que depuis la nationalisation du secteur par Chavez en février 2007, ces entreprises veulent retrouver l'accès au magot du pétrole vénézuélien qu'elles ont en partie perdu. Trump ne s'en cache même plus et déclarait lors de sa conférence de presse du 3 janvier : « *Une reconstruction du Venezuela nous attend, nous allons extraire beaucoup d'argent du sous-sol.* »

Pour cela, le prix Nobel de la paix a été (une fois de plus) trafiqué pour échoir à « *l'opposante* » Maria Corina Machado, qui, d'après le New York Times, aurait fait la promesse concrète aux conseillers de Donald Trump que « *si elle accédait au pouvoir, elle ouvrirait le secteur pétrolier aux investissements américains* ». Le principal problème restant son impopularité sur place, ça ne sera peut-être finalement pas elle, mais l'idée est là.

Machado (ou une autre marionnette, pourquoi pas issue du régime) renverrait l'ascenseur à Trump, qui le renverrait à ses créanciers pétroliers américains. On observera de près, par exemple, la situation d'Amber Energy, société de Paul Singer, grand financeur de Trump. Tout ça pour ça. Car il n'est pas certain que, pour une habituelle magouille d'or noir, Trump ait réellement calculé les conséquences à moyen et long terme, à l'échelle mondiale, de ce retour du colonialisme sur le continent américain.

Fait marquant, la dernière vidéo de Nicolás Maduro en public, à la veille du raid américain, était celle de sa rencontre avec l'envoyé spécial de Xi Jinping. Au menu, notamment, devaient être des négociations en vue d'un partenariat militaire, comme il en existe déjà un entre le Venezuela et la Russie.

Alors que Trump se vante et menace : « *Ce qui est arrivé à Maduro peut arriver à n'importe qui* », ce que cela nous montre, c'est que face à un État voyou comme les États-Unis, qui se croient tout permis jusqu'à la caricature, il y a fort à parier que de plus en plus d'États, et de chefs d'État — particulièrement ceux en délicatesse avec les États-Unis, ou pouvant l'être par le simple fait de refuser de se soumettre à l'empire américain ou de vouloir un monde multipolaire — vont logiquement chercher une protection.

Les institutions internationales, ONU en tête, montrant une fois de plus leur inutilité face aux voyous, cette protection, ils vont alors logiquement la trouver auprès des seules grandes puissances militaires et nucléaires indépendantes, la Russie et la Chine. Partenariats — et même alliances militaires — beaucoup plus dissuasives risquent alors de se multiplier.

Car Trump semble ne pas avoir mesuré que le monde avait changé, que la Russie avait prouvé à tous que l'on pouvait tenir tête — militairement, économiquement, culturellement et politiquement — aux États-Unis. Que le géant chinois en avait pris de la graine. Que beaucoup de pays, notamment africains, revigorés par cet exemple, commençaient doucement à oser se libérer du néocolonialisme occidental.

Les États-Unis, même s'ils sécurisent leur approvisionnement en pétrole via le Venezuela, doivent donc s'apprêter, derrière le vernis de leur apparente victoire contre Maduro, à perdre une manche géopolitique majeure et à voir leur influence encore davantage reculer au profit des tenants d'un monde multipolaire et du droit international.

En se comportant comme un voyou et un colonisateur au Venezuela, et surtout en menaçant ouvertement de recommencer ailleurs, Trump vient sans doute, paradoxalement, d'accélérer la chute inéluctable de l'empire américain et se retrouvera bientôt seul au monde, avec pour seuls « amis » Israël et les pantins européens.

Iran.

Pompeo affirme que des agents du Mossad accompagnent les manifestations en Iran. - telesurtv-net 5 janvier 2026

L'ancien secrétaire d'État américain Mike Pompeo a affirmé lundi sur les réseaux sociaux que « *des agents du Mossad défilent aux côtés des manifestants iraniens* », alors qu'une vague de protestations secoue plusieurs villes du pays.

Cette déclaration a suscité de vives réactions en Iran, où les autorités dénoncent un complot américano-israélien visant à déstabiliser le pays.

Dans une publication sur la plateforme X, Pompeo a affirmé que le « *régime iranien est en difficulté* », citant les troubles survenus dans des villes comme Mashhad, Téhéran et Zahedan. Il a ajouté : « *Bonne année à tous les Iraniens qui manifestent dans les rues. Et à tous les agents du Mossad qui marchent à leurs côtés* », et a prédit que la « *prochaine étape* » serait le Baloutchistan.

Ces déclarations font écho aux menaces proférées précédemment par le président Donald Trump, qui avait averti sur la plateforme Truth Social que si l'Iran « *assassine violemment des manifestants pacifiques, comme à son habitude, les États-Unis viendront à son secours* ».

Israël a déjà tenté de soutenir les manifestations par le biais d'une « *campagne de désinformation coordonnée* », utilisant des images et des vidéos générées par intelligence artificielle pour inciter la population iranienne à la violence. Par ailleurs, des comptes liés au Mossad ont publié des messages en persan : « *Descendez ensemble dans la rue. Le moment est venu. Nous sommes avec vous. Pas seulement de loin, nous sommes sur le terrain.* »

Ukraine.

Chrystia Freeland nommée conseillère de Zelensky : Moscou rappelle des liens familiaux nazis de l'ex-ministre canadienne 5 janv. 2022

Maria Zakharova a commenté la nomination de l'ancienne ministre des Affaires étrangères du Canada, Chrystia Freeland, au poste de conseillère extraordinaire de Volodymyr Zelensky. Sur sa chaîne Telegram, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères a notamment attiré l'attention sur les liens familiaux de l'ancienne cheffe de la diplomatie canadienne.

Zakharova a rappelé que Freeland est la petite-fille du collaborateur nazi Mykhailo Khomiak qui, pendant l'occupation de la Pologne par l'Allemagne nazie, a publié à Cracovie puis à Vienne le journal *Krakowskie Wiadomości*, un porte-voix de la propagande du Troisième Reich, supervisée par les services secrets nazis.

La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères a attiré l'attention sur le fait que c'est précisément Freeland qui était, selon elle, à l'origine de l'hommage rendu au Parlement canadien à Yaroslav Hunka, un collaborateur nazi qui avait servi comme volontaire dans la division SS « *Galicie* ». « *La rue Bankova est devenue un refuge pour les néonazis qui, dans une forme d'extase nécrophile, exhument le passé collaborationniste de leurs ancêtres criminels qui ont prêté allégeance au Troisième Reich* », a conclu Maria Zakharova en parlant des dirigeants de Kiev.

L'histoire familiale de Chrystia Freeland continue de susciter la controverse. Le journal *Krakowskie Wiadomości*, dont son grand-père maternel était le rédacteur en chef, a été décrit par le Musée de l'Holocauste de Los Angeles comme un organe contrôlé par l'administration allemande, qui diffusait de la propagande antisémite et appelait à soutenir la division SS « *Galicie* », composée principalement d'Ukrainiens et impliquée dans le massacre de plus de 100 000 Polonais. Ce lien de parenté a fait scandale en 2017. Cependant, bien que cette information figure dans les archives canadiennes, Chrystia Freeland a catégoriquement refusé de la confirmer.

Guinée.

Présidentielle en Guinée : «Il n'y a ni vainqueur, ni vaincu», selon le président élu Mamadi Doumbouya - RT 5 janv. 2026

Le président élu de la République de Guinée, Mamadi Doumbouya, s'est adressé à la nation peu après la proclamation par la Cour suprême des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 28 décembre 2025, confirmant son score de 86,72 % des suffrages. Diffusé le 4 janvier à la télévision nationale, le discours du président, qui entame son septennat, s'est voulu rassembleur en saluant aussi bien ses électeurs que ses adversaires, ainsi que les citoyens qui ont choisi d'autres candidats. Dans ce contexte, il a affirmé qu'« *il n'y a ni vainqueur ni vaincu, mais une seule Guinée, unie et indivisible* ».

L'élection présidentielle guinéenne, qui a enregistré un taux de participation officiel de 80,95 %, devrait marquer le retour à l'ordre constitutionnel dans le pays après une période de transition qui a duré quatre ans depuis la prise de pouvoir des militaires.

La monnaie ghanéenne, le cedi s'est classé derrière le rouble en termes de performance face au dollar en réalisant un gain de 41% sur l'année, une première depuis 1994, selon les données de Bloomberg le 31 décembre. Une performance due à la hausse des réserves en or du pays sur fond de flambée du prix du métal jaune et à la baisse de l'inflation à 6,3% en novembre.